

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 10/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGEPLASTIC

Rue de Barive
ZI La Plachotte
21230 Arnay-Le-Duc

Références : 2025-170
Code AIOT : 0005402589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement REGEPLASTIC implanté Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 Arnay-le-Duc. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait comme objectifs le contrôle du respect du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Elle intervenait également dans le cadre d'un signalement de la présence de billes de matières plastiques dans le fossé pluvial en aval immédiat de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGEPLASTIC
- Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 Arnay-le-Duc

- Code AIOT : 0005402589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REGEPLASTIC à Arnay le Duc est soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE pour l'activité principale 2661 "transformation de polymère". Le site produit des granulés plastiques. Elle est soumise à un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2012 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, déchets	4 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	15 jours
5	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	Mise en demeure, déchets	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les mesures prises par l'exploitant en application de l'article L. 541-15-11 du Code de l'environnement ainsi que les articles D. 541-360 à D. 541-364 pris en application de celui-ci ne permettent pas de prévenir des pertes et des fuites de granulés dans l'environnement.

L'inspection a en effet constaté une pollution par des granulés de plastique sur une zone de plusieurs dizaines de mètres carré entre le point de rejets des eaux pluviales du site et le confluent avec le ruisseau Barive.

Par conséquent, l'inspection propose que l'exploitant soit mis en demeure de respecter l'article L541-15-11 du Code de l'environnement en mettant en place les équipements et procédures permettant de prévenir la dispersion de plastique dans l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection propose que l'exploitant soit mis en demeure, au titre de l'article L.541-3 du code de l'environnement, d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant a expliqué que les matières plastiques présentes sur son site étaient sous forme soit de paillettes, soit de granulés d'un diamètre entre 2 et 4 mm ou encore sous forme de poudre. Les paillettes et les granulés présents sur le site correspondent donc à la définition de « Granulés de plastiques industriels » (GPI) de l'article D. 541-360 du Code de l'environnement. Le volume maximal de GPI pouvant être présents sur le site est de 6 036 m ³ , l'exploitant a informé l'inspection que la densité des GPI présents était en moyenne entre 400 et 500 kg/m ³ . La quantité totale des GPI susceptibles d'être présents sur le site est donc bien supérieure à la limite de 5 tonnes, confirmant que l'installation est bien un site de production, de manipulation et de transport au sens de l'article D. 541-360 du Code de l'environnement. Par conséquent, les prescriptions de l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement s'appliquent bien aux installations du site de REGEPLASTIC. Pour mémoire, l'exploitant a informé l'inspection de la manipulation d'environ 20 000 tonnes par an de GPI sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont

dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de pelles et de balais disposés à différents points du site, ainsi que de bennes de récupération. L'exploitant ayant expliqué que ces équipements servaient à récupérer les granulés plastiques lors d'épandage accidentel.

Lors de la visite à l'intérieur du bâtiment, l'exploitant a expliqué qu'il n'existait pas de regard dans le bâtiment pouvant être raccordé aux réseaux d'eaux extérieurs. L'inspection a cependant constaté dans le bâtiment un regard (type avaloir) sur lequel était posé une grille avec une maille d'environ 0,5 cm (cf. photo avaloir).

Demande de justification :

L'exploitant justifiera que les eaux susceptibles de passer par cet avaloir ne peuvent pas être rejetées dans les réseaux d'eaux usées ou pluviales (et à défaut mettra en place les actions correctives nécessaires).

Dans les bâtiments, l'inspection a constaté l'absence de GPI sur les sols au niveau des zones faciles d'accès. L'inspection a cependant constaté la présence de GPI dans des recoins où la balayeuse mécanique ne peut pas passer et à l'intérieur de « caniveaux techniques », notamment celui accueillant la canalisation de circulation des eaux de process, l'exploitant ayant précisé que ces eaux de process servaient uniquement au refroidissement des produits et fonctionnaient en circuit fermé.

À l'extérieur, l'inspection a, entre autres, constaté la présence de GPI au sol au droit des silos (cf. photo Silo).

Dans les secteurs visités, l'inspection a constaté l'absence de big-bag stockés en extérieur pouvant montrer un défaut d'intégrité.

L'inspection a constaté l'absence d'équipement pouvant prévenir les rejets canalisés au droit des avaloirs présents à l'extérieur sur les zones de stockage des big-bags, ainsi qu'au niveau du caniveau de récupération des eaux pluviales au niveau des silos, au seuil de l'entrée du bâtiment.

L'exploitant a expliqué que l'ensemble des eaux pluviales rejoignait un exutoire commun se trouvant à l'est, à l'extérieur, en limite immédiate de son site.

Au niveau de l'exutoire, l'inspection a constaté que le réseau d'eaux pluviales sort d'une buse pour s'écouler dans un fossé en béton sur quelques mètres. L'inspection a constaté dans ce fossé la présence de trois grilles filtrantes ayant une maille diminuant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du site.

Ensuite, les écoulements du fossé se dirigent dans une buse passant sous un chemin appartenant au domaine public, et sont rejetés dans un nouveau fossé dont l'évacuation est protégée par une

grille présentant un maillage de quelques millimètres, pour enfin rejoindre le ruisseau de Barive.

NON CONFORMITÉ MAJEURE :

L'inspection a constaté la présence de GPI :

- dans le premier fossé ;
- sur le chemin (cf. photo chemin), l'exploitant ayant expliqué que ces GPI se sont probablement épanchés lors des opérations de nettoyage des grilles de filtration du fossé ;
- dans le fossé de l'autre côté du chemin (cf. Photo Fossé) ;
- dans l'herbe et la terre au niveau d'une bande de quelques mètres de terre entre le dernier fossé et le ruisseau de Barive, jusqu'à la confluence entre le ruisseau et le rejet des eaux pluviales (cf. photos - Bord Fossé et Confluent) ;

Ces constats font ressortir que les procédures et les équipements mis en place sur le site ne sont pas suffisants et/ou pas adaptés aux dimensions des granulés tels que cela est prescrit par les articles D. 541-361 et D. 541-362 du Code de l'environnement pris en application du L 541-15-1 du même code.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

Par courriel du 7 mars 2025 l'exploitant a transmis la liste des zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement. Cette liste mentionne également les moyens devant être présents sur chaque zones à risque.

L'exploitant a également transmis le fichier « PRO 004 dispositifs loi AGECE », le fichier correspond à la « Procédure dispositif Loi AGECE » du 11 juillet 2022 édition A.

Cette procédure présente par des logigrammes les actions pour :

- La vérification de la conformité des emballages ;
- La vérification de la grille quai 4 ;
- La vérification de la grille case 4 ;
- La vérification des grilles du rejet principal ;
- La vérification de l'obturateur ;
- L'utilisation de l'obturateur ;
- En cas d'épandage accidentel ;
- La formation et sensibilisation du personnel ;
- La réalisation d'audits internes ;

Le jour de la visite, l'exploitant a mis à disposition de l'inspection les deux dernières fiches de contrôle interne semestriel (du 13/06/2024 et du 31/12/2024), ces fiches n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de

certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .

Constats :

L'exploitant a présenté :

- le rapport d'audit produit par la société BUREAU VERITAS pour l'audit réalisé le 07 juillet 2022. La synthèse du rapport mentionne que les conclusions de l'audit sont satisfaisantes ;
- l'attestation de reconnaissance attribuée à l'exploitant par la société BUREAU VERITAS, certifiant que les prestations de l'entreprise ont été évaluées et jugées conformes aux caractéristiques énoncées dans le décret. Ce document de certification a été établi le 20 septembre 2022 et est valable jusqu'au 19 septembre 2025.

L'inspection a constaté l'absence de la publication du certificat et de la synthèse de celui-ci sur le site internet de REGEPLASTIC (<https://www.regeplastic.fr/>)

Lors de la visite l'exploitant a confirmé que les synthèses des rapports d'audit n'avaient pas été mises à la disposition du public.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

NON-CONFORMITÉ MAJEURE :

L'inspection a constaté la présence de déchets de granulés plastiques industriels dans le fossé se trouvant en aval du point de rejet, sur le chemin à proximité immédiate, sur le bord du fossé et dans la terre et les herbes bordant le fossé jusqu'au confluent avec le ruisseau de Barive.

Ces déchets de granulés n'ont donc pas été gérés conformément aux dispositions du Code de

l'environnement.

Les déchets de granulés plastiques industriels sont présents de la sortie de la canalisation jusqu'au confluent avec le ruisseau de Barive coulant à l'est de l'installation. Il est possible que des granulés plastiques industriels soient présents dans le ruisseau de Barive ou sur ses bordures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 2 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques



20250319_Avaloir



20250319_bord du fossé



20250319_chemin



20250319_confluent



20250319_fossé



20250319_Silos